

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le **12 AOUT 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ROUDIL**

49 route de la Foire  
74 650 CHAVANOD

Références : SECH2022-20220726-RAP-InsplnopCarRoudilDesingy-vs

#### **1) Contexte**

La situation de la sécheresse du département a amené l'inspection à réaliser des inspections inopinées dans les installations classées qui prélevaient de l'eau afin de déterminer si des mesures de réduction d'eau avaient été mises en place par l'exploitant. A la date de l'inspection, le niveau d'alerte renforcée concernait le secteur des Usses où la société ROUDIL exploitant de la carrière de matériaux alluvionnaires à sec prélève l'eau. C'est dans ce cadre que l'inspection a réalisé cette visite inopinée sur ce site.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement ROUDIL implanté Site de la Planaz 74 270 DESINGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUDIL SA
- Site de La Planaz 74 270 DESINGY
- Code AIOT dans GUN : 0006101771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société ROUDIL a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière alluvionnaire sur les communes de Desingy et Frangy par arrêté préfectoral du 14 mai 2019 pour une durée de 15 ans.

A la date de l'arrêté, le gisement a été estimé à 1 400 000 tonnes. Le rythme d'extraction est 140 000 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé pour la remise en état du site est de 3 900 000 tonnes.

Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eau
- Mesures mises en place dans le cadre de la sécheresse

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	Prélèvement eau	Arrêté Préfectoral du 14/05/2019 article 4.1.2.	Lettre de suite Préfectoral	3 mois
2	Sécheresse 2022	Arrêté Préfectoral du 14/05/2019 article 4.1.4.	Lettre de suite préfectorale	1 mois

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous 3 mois, l'exploitant devra justifier les conditions de prélèvement de l'eau sur son site, il justifiera l'absence de procédure Loi sur l'Eau.

Sous 1 mois, l'exploitant transmettra la mise en place d'une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Prélèvement eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/2019, article 4.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau – Prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'arrosage des pistes, l'exploitant est autorisé à prélever de l'eau dans le puits, implanté à l'extérieur du site et situé au niveau du Pont sur les Usses. Il se limite à 12 m <sup>3</sup> /jour avec un débit instantané de 1.4 l/s (1.4 10 <sup>-3</sup> m <sup>3</sup> /s). Il est équipé d'un compteur permettant de surveiller le volume prélevé. L'exploitant réalise un relevé mensuel. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Ce pompage est réalisé avec rupture de charge (pompage avec déversement dans un bassin) ou tout moyen équivalent permettant de s'assurer que le retour d'eau souillée est physiquement impossible.
<b>Constats :</b> L'exploitant prélève dans le milieu, directement dans la rivière des Usses, au niveau du pont d'accès à la carrière. A la date de l'inspection, depuis déjà 3 semaines, l'exploitant ne pompe plus du fait du niveau des Usses qui est trop bas.  Lors du renouvellement de l'autorisation en 2019, l'étude d'impact a montré qu'il n'existe pas de nappe aquifère continue au droit du site à une profondeur inférieure à - 15 mètres. Par contre, la présence de matériaux gravelo-sableux sur des matériaux imperméables (argile), permet la création de formation aquifères en quantité et en volume limité. Il s'agit de présence d'eau dans les dépressions du substrat.  L'exploitant nous a déclaré prélever l'eau directement sur le site, dans ces dépressions. Une fois qu'elle est asséchée, il va sur une autre dépression. Sa consommation est d'environ 2 m <sup>3</sup> /jour. Aucune autre source d'eau extérieure n'est utilisée (tonne à eau provenant d'un agriculteur, d'ABC, du réseau, etc.) L'eau sert uniquement à l'arrosage des pistes. Il n'y a pas d'installations de traitement, d'unité de lavage ou de laveur de roues.  L'inspection confirme qu'il est actuellement interdit de réaliser tout prélèvement dans les Usses.  <b>Sous 3 mois</b> , l'exploitant transmettra une étude pour confirmer qu'il pompe effectivement l'eau dans des dépressions alimentées par les eaux pluviales. Il justifiera l'absence de demande de prélèvement au titre de la Loi sur l'eau et explicitera la réalisation des puits pour pomper cette eau et les conditions d'abandon de ces derniers.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N°2 : Sécheresse 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/2019, article 4.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques Chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable. Il doit en outre, mettre en œuvre, les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets, polluants et à leur surveillance renforcée

lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Arrêté-cadre « Sécheresse » n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022.

Arrêté DDT-2022-0894 du 18 juillet 2022 relatif aux limitations des usages de l'eau niveau alerte renforcée sur le secteur des Usses.

#### **Constats :**

Le prélèvement d'eau est effectué dans les Usses.

Depuis 3 semaines, l'exploitant ne prélève plus dans les Usses du fait du manque d'eau. L'eau est utilisée uniquement pour l'arrosage des pistes.

A la date de l'inspection, l'exploitant ne savait pas :

- où trouver l'information sur les épisodes de sécheresse et de quel bassin il dépend ;
- qu'il existe des différents seuils selon l'épisode de sécheresse.

Actuellement, l'ensemble des informations est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Eau/Secheresse/>

Dans l'arrêté cadre, qui fixe des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse, il existe 4 seuils :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise.

**Sous 1 mois**, l'exploitant doit mettre en place une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Cette procédure doit comporter a minima (liste non-exhaustive) les informations suivantes et les actions mises en place doivent être graduées selon le seuil rencontré :

- site où trouver les informations relatives à mon bassin et le seuil associé en période de sécheresse ;
- fréquence de surveillance du site selon chaque seuil et en période normale ;
- fréquence de la maintenance/contrôle des compteurs, pompes, niveau, etc.
- actions mises en place selon chaque seuil. A chaque seuil l'exploitant se doit de mettre en place des mesures de réduction de sa consommation d'eau. Il doit également démontrer que l'utilisation de l'eau prélevée est indispensable à la continuité économique de son activité et qu'il optimise sa consommation d'eau, par exemple :
  - aspersion plus tôt qu'arrosage et plan des asperseurs ;
  - suivi des niveaux d'eau sur les points de prélèvement ;
  - et toute action permettant de justifier l'optimisation de sa consommation d'eau sur le site.

Chaque suivi et chaque action doivent être tracés.

L'exploitant transmettra cette procédure. Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois